

Nashat, M., *National Interests and Bureaucracy versus Development Aid : A Study of United Nations Expanded Programme of Technical Assistance to the Third World*, Genève, Tribune Éditions, 1978, 213 p.

Paul N. Dussault

Volume 11, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701029ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701029ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dussault, P. N. (1980). Review of [Nashat, M., *National Interests and Bureaucracy versus Development Aid : A Study of United Nations Expanded Programme of Technical Assistance to the Third World*, Genève, Tribune Éditions, 1978, 213 p.] *Études internationales*, 11(1), 185–186.  
<https://doi.org/10.7202/701029ar>

mun). L'auteur voudrait nous permettre d'apprécier les avantages tirés des deux côtés dans son analyse de la coopération industrielle et les problèmes de financement (III<sup>e</sup> partie) avant de conclure son livre par une réflexion globale sur la place des pays de l'Est dans la division internationale du travail. La bibliographie est un outil précieux pour les lecteurs parce que la littérature spécialisée sur les relations économiques Est-Ouest est non seulement vaste mais souvent inédite. Les 218 références sont réparties par langue (anglais, français, russe et autres). Peu encombré par les statistiques, le livre inclut quand même onze tableaux dont la majorité sont nouveaux ; ils regroupent des données de sources multiples pour résumer les tendances (endettement ; évaluation du commerce...) jusqu'en 1978.

Marie Lavigne n'hésite pas à poser des questions controversées telles : « Faut-il limiter les crédits aux pays socialistes ? » et d'en tirer ses conclusions personnelles. Elle a toutes les qualités pour le faire. Professeur de science économique à l'Université de Paris I, directeur du Centre d'économie internationale des pays socialistes, et multilingue, elle a effectué de nombreuses missions de recherches dans les pays de l'Est et a déjà publié deux livres sur les économies socialistes. Tout comme dans ses livres précédents (*Les économies socialistes, soviétiques et européennes* ; *Le COMECON*), le style de l'auteur est limpide, exempt de tout reproche.

Jeanne KIRK LAUX

Département de science politique,  
Université d'Ottawa

#### DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

NASHAT, M., *National Interests and Bureaucracy versus Development Aid: A Study of United Nations Expanded Programme of Technical Assistance to the Third World*, Genève, Tribune Editions, 1978, 213p.

Après avoir identifié les courants idéologiques qui ont incité la Société des Nations à intervenir dans des domaines « non politiques », M. Nashat tente de reconstituer l'histoire de l'assistance technique sous le régime des Nations unies. L'auteur indique clairement en introduction son objectif : une analyse du cadre institutionnel du P.E.A.T. (Programme élargi d'assistance technique).

Créé en 1949 par le Conseil économique et social (RES. 222 A (IX)), le P.E.A.T. constitue un compromis entre deux tendances. D'une part, les pays en voie de développement souhaitent une contribution de l'ONU, sous forme d'aide technique et de capital, de façon à régler les difficultés de croissance. D'autre part, les pays industrialisés désirent consacrer l'essentiel de leur aide à la reconstruction des économies occidentales ravagées par la guerre.

La coordination des activités du P.E.A.T. fut confiée au Bureau de l'assistance technique (B.A.T.), lequel regroupait les représentants des organismes chargés de l'exécution des projets, i.e., les institutions spécialisées. Dès le début, ce mécanisme s'avéra très lourd et n'a pas rempli ses tâches de façon satisfaisante. M. Nashat tente d'expliquer les raisons pour lesquelles cet organisme n'est pas en mesure d'exercer un contrôle des projets. Il indique comment, suite à une critique interne, l'ONU modifie les structures du programme.

L'auteur résume, en conclusion, les cinq failles du P.E.A.T., soit : l'absence de coordination, les arrangements financiers inadéquats, la suprématie des institutions spécialisées, la domination des pays occidentaux industrialisés et la faible participation des pays en voie de développement.

La lacune la plus sérieuse de cet ouvrage réside dans la méthode utilisée. L'analyse des difficultés du P.E.A.T. et de ses contradictions est trop souvent dissociée des rapports internationaux multilatéraux au sein de l'ONU. Le Programme se trouve ainsi isolé de l'ensemble des problèmes auxquels doivent faire face les organismes

internationaux durant la décennie cinquante. L'étude apporte néanmoins une contribution utile pour situer l'origine des divergences en matière d'aide au développement qui vont surgir au cours des années soixante.

Paul N. DUSSAULT

*Département de science politique,  
Université d'Ottawa*

SHAW, Timothy M. et HEARD, Kenneth A. (dir.), *The Politics of Africa: Dependence and Development*, New York, Africana and Dalhousie University Press, Holmes & Meier Publishers Inc., 1979, 412p.

La collection d'articles est aujourd'hui un genre florissant autant en français qu'en anglais. Conçu à l'origine comme instrument pédagogique réunissant sur le principe des « morceaux choisis » les textes fondamentaux sur une question, le recueil d'articles sert aussi à réunir les contributions de spécialistes qui ont travaillé sur une problématique commune ou comme instrument de recherche présentant « l'état de la question ». Dans le premier cas, il s'agit de textes consacrés qui, à l'origine, sont dispersés et qu'il peut être utile de réunir. Dans le second cas, un certain nombre de chercheurs acceptent de travailler en commun sur un sujet et d'en discuter. Aux travaux sont souvent ajoutés des extraits des échanges qui ont eu lieu. Dans le troisième cas, il s'agit davantage de documents de travail qui, réunis, présentent en instantané l'état d'avancement des connaissances sur un problème particulier.

Le livre dirigé par Timothy M. Shaw et Kenneth A. Heard, qui réunit quatorze articles d'un nombre équivalent de chercheurs, n'appartient à aucune des catégories mentionnées plus haut. Il s'agit plutôt d'un collage de quatorze travaux qui ont en commun d'avoir été présentés aux congrès de l'Association canadienne des études africaines aux universités de Carleton et de

Dalhousie, respectivement en 1973 et 1974. L'ouvrage présente deux défauts importants. Chaque article forme un tout indépendant et les auteurs, bien souvent, ne partagent ni le cadre d'analyse ni le cadre théorique. Par exemple, dans la première partie consacrée à la formation des classes, alors que Robin COHEN, « *The Making of a West African Working Class* », s'intéresse aux classes (ce qui ne veut pas dire qu'il fasse une analyse de classe), Henry COOPERSTOCK, lui, traite la question en termes de stratification sociale : « *Some Methodological and Substantive Issues on the Study of Social Stratification in Tropical Africa* ».

Aucun parti-pris de pluralisme ne peut excuser la confusion théorique qui résulte d'une trop grande disparité des approches. Ainsi la deuxième partie propose une analyse marxisante des réalités politico-économiques de l'Ouganda (Jan J. JORGENSEN), de la Haute-Volta (Joel W. GREGORY) et du Lesotho (Roger LEYS). Les auteurs s'inspirent du concept de dépendance (davantage à partir des interprétations qu'en font Samir AMIN et S. BODENHEIMER qu'à partir des textes originaux de CARDOSO ou Th. DOS SANTOS) pour caractériser le type de développement de ces pays dominés par le capitalisme international. Cette perspective est totalement abandonnée avec la quatrième partie qui traite de l'aide et qui s'ouvre sur la question « interdépendance ou dépendance ? ». On retrouve également l'analyse politique plus conventionnelle qui préfère le soutien politique aux rapports de classes (Richard HODDER-WILLIAMS : « *Support in Eastern Africa: Some Observations from Malawi* ») ; de même, les relations économiques sont remplacées par les échanges diplomatiques (David H. JOHNS : « *Diplomatic Exchange and Interstate Inequality in Africa: An Empirical Analysis* ») ou par l'étude de la participation aux organisations internationales (John F. CLERK : « *Patterns of Support for International Organizations in Africa* »). Rarement nous a-t-il été donné de trouver dans un ouvrage une si grande diversité d'approches, une telle multiplicité de concepts, bien souvent